

La formation professionnelle suisse : un exemple à suivre

Les 21 et 22 avril dernier, l'ambassade de Suisse, l'Université Saint-Joseph et Berytech ont organisé la première édition des Swiss Innovation Days au Liban. Deux jours de conférences et de tables rondes pour promouvoir le modèle éducatif et économique helvétique.

Avec un taux de chômage des jeunes parmi les plus bas du monde (6,4 % en 2015 contre 20,3 % pour l'Union européenne et plus de 30 % au Liban) et un taux de chômage global le plus faible d'Europe (3,5 %), la Suisse fait figure d'exemple. Elle a remporté pour la septième année consécutive le titre de leader mondial de l'innovation décerné par le World Economic Forum. Parmi les critères de cette réussite, l'un d'eux fait l'unanimité : son système de formation qui octroie une place prépondérante à l'apprentissage et permet ainsi aux jeunes étudiants de mieux s'intégrer dans la vie professionnelle. Une fois leur scolarité obligatoire terminée, 70 % des collégiens optent pour une formation professionnelle dite duale, parmi un choix de 230 formations, au cours de laquelle ils alternent entre deux jours de cours et trois jours en entreprise. Si le commerce et la gestion restent les domaines d'activité les plus prisés par les apprentis, tous les secteurs de l'économie suisse sont concernés. Et pour cause « l'apprentissage est une affaire de culture et de mœurs », assure François Barras, ambassadeur de Suisse au Liban. « Les entreprises sont depuis toujours associées à la formation de nos jeunes et participent notamment à l'élaboration des programmes », explique-t-il. De quoi assurer aux apprentis des formations parfaitement adaptées aux besoins des entreprises et donc au marché du travail. Partiellement financé par les pouvoirs publics (à hauteur de 3,5 milliards de dollars en 2013), ce système de formation est rentable pour les entreprises qui y prennent part : alors qu'elles ont injecté 5,5 milliards de dollars dans la formation de leurs apprentis en 2013, ces derniers leur ont rapporté 6 milliards de dollars.



Au Liban, le constat est tout autre. Si l'État consacre environ 13 % de son PIB à l'éducation, soit plus du double de pays comme la France ou les États-Unis, environ 40 % des étudiants qualifiés préfèrent quitter le pays dans les cinq années suivant l'obtention de leur diplôme, principalement à destination des pays du Golfe, de l'Europe et des États-Unis. En cause : principalement le manque de débouchés, mais aussi la multiplication des établissements privés qui échappent à un contrôle strict du ministère de l'Éducation et une offre de formation souvent très théorique et peu adaptée aux besoins des entreprises. Au Liban, les filières techniques et professionnelles n'attirent en moyenne qu'un tiers des étudiants inscrits dans le secondaire (27 % en 2012). Parent pauvre du système éducatif libanais, l'apprentissage jouit par ailleurs d'une mauvaise réputation et reste souvent considéré comme une "voie

de garage" pour les rejetés de la filière générale. Dans ce contexte, l'ambassade de Suisse a souhaité organiser, dans le cadre de la visite de son secrétaire d'État à l'Éducation, à la Recherche et à l'Innovation au Liban, deux journées de débats et de rencontres pour faire connaître le modèle éducatif suisse à la fois aux étudiants et aux enseignants, mais aussi aux entreprises libanaises. « Il faudra du temps pour faire évoluer le système éducatif libanais, estime François Barras, mais nous pensons qu'en partageant notre expérience et en démontrant les vertus du modèle suisse, nous pourrions progressivement convaincre les entreprises et les étudiants des bénéfices réels de l'apprentissage. » Une première initiative qui portera ses fruits seulement si elle s'accompagne d'une véritable volonté politique de la part des autorités libanaises.

Mélanie Razzouk